Editorial d’Eléments

LA FIN DU MONDE A BIEN EU LIEU

La fin du monde a bien eu lieu. Elle n’a pas eu lieu un jour précis, mais s’est étalée sur plusieurs décennies. Le monde qui a disparu était un monde où la plupart des enfants savaient lire et écrire. Où l’on admirait les héros plutôt que les victimes. Où les appareils politiques n’étaient pas encore devenus des machines à broyer les âmes. Où l’on avait plus de modèles que de droits. Un monde où l’on pouvait comprendre ce que voulait dire Pascal quand il affirmait que le divertissement nous détourne d’être vraiment hommes. Un monde où les frontières garantissaient à ceux qui y vivaient une façon d’être et de vivre qui leur appartenait en propre. C’était un monde qui avait aussi ses défauts et qui fut même parfois horrible, mais la vie quotidienne du plus grand nombre y était au moins réglée par des dispositifs de sens aptes à dispenser des repères. Par le truchement des souvenirs, ce monde reste familier à beaucoup. Certains le regrettent. Mais il ne reviendra plus.

Le nouveau monde est liquide. L’espace et le temps y sont abolis. Délivrée de ses médiations traditionnelles, la société est devenue de plus en plus fluide et de plus en plus segmentée, ce qui facilite sa marchandisation. On y vit sur le mode du *zapping*. Avec la disparition de fait des grands projets collectifs, autrefois porteurs de visions du monde différentes, la religion du moi – un moi fondé sur le désir narcissique de liberté inconditionnée, un moi producteur de lui-même à partir de rien – a abouti à une « détraditionnalisation » généralisée, qui va de pair avec la liquidation des repères et des points fixes, rendant l’individu plus malléable et plus conditionnable, plus précaire et plus nomade. Depuis un demi-siècle, l’« osmose idéologique de la droite financière et de la gauche multiculturelle » (Mathieu Bock-Côté) s’est employée, sous couvert de « modernisation » émancipatrice, à faire confluer libéralisme économique et libéralisme sociétal, système du marché et culture marginale, grâce notamment à la récupération marchande de l’idéologie du désir, capitalisant ainsi sur la décomposition des formes sociales traditionnelles. L’objectif général est d’éliminer les communautés de sens ne fonctionnant pas selon la logique du marché.

Parallèlement, de véritables transformations *anthropologiques* sont à l’œuvre. Elles touchent le rapport à soi, le rapport à l’autre, le rapport au corps, le rapport à la technique. Elles iront demain jusqu’à la fusion programmée de l’électronique et du vivant. Quand le désir de profit s’impose comme motivation unique au détriment de toutes les autres, son effet performatif est de généraliser l’esprit marchand, qui décompose la population en simples clientèles. Dans ce contexte, le « politiquement

correct » n'est pas une simple mode un peu ridicule, mais un moyen fort de transformer les pensées, de restreindre toujours plus un espace commun générateur d'obligations réciproques, de rendre impossible la réhabilitation d'un univers de sens aujourd'hui disparu.

Nous assistons enfin à la mise en place de la « gouvernance », une sorte de césarisme financier qui revient à gouverner les peuples tout en les tenant à l'écart. L'Etat thérapeutique et gestionnaire, dispensateur d'ingénierie sociale et Grand Surveillant, s'emploie de son côté à supprimer la barrière entre l'ordre et le chaos. Il assied son pouvoir sur la mise en place parfaitement volontaire d'une situation subchaotique, sur fond de fuite en avant et d'illimitation généralisées, créant ainsi une situation de *guerre civile froide*. La notion même de classe sociale est congédiée par une sociologie victimaire qui lui substitue la dénonciation de l'« exclusion » et la « lutte contre les discriminations », et par une « science » économique qui regarde la notion de peuple comme une catégorie résiduelle, au moment même où la lutte des classes bat plus que jamais son plein.

Sous l'effet des politiques d'« austérité », l'Europe est en train de basculer dans la récession, quand ce n'est pas dans la dépression. Le chômage de masse ne cesse de s'étendre, le démantèlement des services publics entraîne la réduction des biens sociaux, et le pouvoir d'achat s'effondre. Un quart de la population européenne (120 millions de personnes) est menacé de pauvreté. Dans le passé, on a fait des révolutions pour moins que cela. Aujourd'hui, rien de tel. Délocalisations, licenciements et plans sociaux provoquent certes des protestations – mais on n'assiste à aucune grève de solidarité, moins encore à des grèves générales : la lutte pour le maintien de l'emploi n'a pas de perspective au-delà d'elle-même. Pourquoi la crise est-elle subie aussi passivement ? Parce que les peuples sont épuisés, sidérés, ahuris ? Parce qu'ils ont intériorisé l'idée qu'il n'y a pas d'alternative ? Les peuples vivent sous l'horizon de la fatalité. Il attendent que ça se passe. Mais ça ne se passera pas, parce que le capitalisme se heurte objectivement à des limites historiques absolues

Nous vivons une crise d'une ampleur absolument inédite, qui touche le système capitaliste à un niveau d'accumulation et de productivité encore jamais atteint. Les crises du XIXe siècle avaient pu être surmontées parce que la Forme-Capital ne s'était pas encore emparée de toute la reproduction sociale. Celle de 1929 l'a été grâce au fordisme, à la régulation keynésienne et à la guerre. La crise actuelle, qui intervient sur fond de troisième révolution industrielle, est une crise structurelle marquée par la totale émancipation de la finance de marché par rapport à l'économie réelle et par l'endettement généralisé. L'un de ses effets directs a été de confier le pouvoir politique aux représentants de Goldman Sachs et de Lehman Brothers. Mais aucun d'eux ne résoudra le problème, car il n'existe pas de mécanisme permettant de triompher de la crise. Les bulles financières, le crédit d'Etat et la planche à billets, c'est-à-dire la création de capital-argent fictif, ne peuvent plus résoudre le problème de la désubstantialisation généralisée du Capital. Que l'on se dirige vers une inflation incontrôlable en l'absence de toute valorisation réelle – l'actuelle crise de solvabilité étant traitée comme une crise de liquidité –, ou vers un défaut de paiement généralisé, tout cela ne peut finir que par un tremblement de terre.

Dans une époque comme la nôtre, il n'y a que quatre types d'hommes. Il y a ceux qui, très consciemment, veulent que l'on s'enfonce toujours plus loin dans le chaos et la nuit. Il y a ceux qui, volontairement ou non, sont toujours prêts à subir. Il y a les diplodocus réactionnaires, qui vivent la situation présente sur le mode de la déploration. De jérémiades en commémorations, ils croient pouvoir faire revenir l'ordre ancien, raison pour laquelle ils n'enregistrent jamais que des défaites. Enfin, il y a ceux qui veulent un nouveau commencement. Ceux qui vivent *dans* la nuit mais ne sont pas *de* la nuit, parce qu'ils veulent retrouver la lumière. Ceux qui savent qu'au-dessus du réel, il y a le possible. Ils aiment à citer George Orwell : « Dans une époque de malhonnêteté universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire ».